

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Montag, 9. Dezember 1991, Nachmittag
Lundi 9 décembre 1991, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Nebiker

Fragestunde – Heure des questions

Question 35:

Duvoisin. Anerkennung der unabhängigen Republiken Jugoslawiens Reconnaissance des Républiques indépendantes de Yougoslavie

Constatant l'évolution dramatique de la situation en Yougoslavie, quelles sont les intentions du Conseil fédéral en matière de reconnaissance officielle des Républiques indépendantes de Slovénie, Croatie et Macédoine?

Frage 36:

Gross Andreas. Krieg in Jugoslawien Conflit yougoslave

Ist der Bundesrat bereit, als Zeichen einer besonderen humanitären Anstrengung der Schweiz 500 infolge des Krieges im ehemaligen Jugoslawien verwaisten Kindern eine neue Heimat zu bieten?

Wann anerkennt die Schweiz beispielsweise gemeinsam mit Oesterreich Kroatien und Slowenien als selbständige Staaten und ist bereit, sie politisch und humanitär zu unterstützen in ihren Bemühungen, die Folgen des Krieges zu überwinden und sich Verfassungen zu geben, welche ethnischen Minderheiten Selbstbestimmungsrechte garantieren?

Frage 37:

Mauch Rolf. Krieg im Balkan Guerre dans les Balkans

Welche konkreten diplomatischen Massnahmen hat die Schweiz bisher ergriffen, um auf allen verfügbaren Kanälen dahin zu wirken, dass von den Staaten, die über die nötigen Machtmittel verfügen, dem unsinnigen Morden im serbischen Eroberungskrieg im Balkan sofort Einhalt geboten wird?

Ist der Bundesrat bereit, die Initiative zu ergreifen, dass das internationale «Völkerrecht» aus dem jetzigen Zustand, welcher Kriege lohnend macht, indem die Faits accomplis auf den Schlachtfeldern faktisch anerkannt werden, in Richtung auf einen höheren und würdigeren Zustand der Zivilisation weiterentwickelt wird?

Frage 38:

Steffen. Anerkennung von Slowenien und Kroatien Reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie

Der Bundesrat hatte mit der Anerkennung der baltischen Staaten aus Rücksicht auf seine Politik gegenüber der grossen Sowjetunion und der mächtigen Europäischen Gemeinschaft verständlicherweise zu lange zugewartet.

Am Mittwoch, den 27. November 1991, haben die Regierungschefs Kohl und Major die baldige Anerkennung von Slowenien und Kroatien angekündigt.

Aus welchen Gründen zögert der Bundesrat erneut mit seiner Anerkennung, und wann gedenkt er die Anerkennung zu vollziehen?

Frage 39:

Bäumlin. Krieg in Jugoslawien Conflit yougoslave

– Wie schätzt der Bundesrat die aktuelle Situation in Jugoslawien ein?

– Welche diplomatischen Anstrengungen zur Beendigung des Konfliktes hat er bisher unternommen?

– Mit welchen Instrumenten und Mitteln will er den Schutz der Bevölkerung in den Bürgerkriegsgebieten verstärken?

M. Felber, conseiller fédéral: Je rappelle tout d'abord que dans la difficile question politiquement et humainement, de la Yougoslavie, la Suisse a très tôt dénoncé la violation du droit international et de principes internationalement reconnus à propos de ce conflit. Le 28 août 1991, le Conseil fédéral a condamné l'agression en Croatie par des éléments serbes, et indiqué qu'une modification des frontières obtenue par la force ne serait jamais reconnue.

Lors d'autres déclarations officielles, nous avons demandé aux parties de respecter le droit humanitaire. Nous avons condamné la destruction du patrimoine culturel. Actuellement, un très léger espoir semblait être survenu, celui de pouvoir entrer dans une phase de négociations concrètes entre les parties au conflit, grâce à la dernière décision de l'ONU d'envisager l'éventuel envoi de Casques bleus. Vous savez, hélas, que même cela est remis en question.

Les critères du droit international public pour la reconnaissance d'un Etat sont clairs: un peuple, un territoire et un gouvernement en mesure d'exercer son autorité. Pour les nouveaux Etats européens, s'ajoutent notamment les obligations découlant des accords d'Helsinki et de Paris. Concernant la reconnaissance des républiques indépendantes de Yougoslavie, le Conseil fédéral a toujours été de l'avis qu'une reconnaissance isolée par la Suisse ne serait pas utile. En même temps, nous avons toujours souligné que la Suisse était disposée rapidement à se joindre à un groupe significatif d'Etats pour reconnaître ces républiques en commun.

Nous avons des contacts quotidiens avec les ministères des affaires étrangères des pays d'Europe. En ce moment même, on assiste à un développement qui pourrait mener à une reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie par un groupe d'Etats qui comprendrait éventuellement tous les pays de la Communauté et tous les autres partenaires européens de la Suisse, ce qui nous permettrait de nous allier à ce groupe. Nous suivons ce développement de très près. Le but principal de cette reconnaissance serait de donner ainsi des garanties internationales à l'existence de l'Etat le plus menacé, soit l'Etat croate.

Depuis l'éclatement de la crise en Yougoslavie, la Suisse a, à plusieurs reprises, offert ses bons offices dans la recherche de la paix. Ses efforts comme bien d'autres, ceux de la Communauté notamment, n'ont pas abouti. D'ailleurs, les bons offices n'ont des chances d'aboutir que lorsque l'Etat intermédiaire reste quelquefois dans l'ombre, afin de permettre aux parties en conflit de négocier discrètement. Une invitation a été adressée antérieurement aux deux présidents Milosevic de Serbie et Tudjman de Croatie, de se rencontrer en Suisse. Ils n'ont pas pu y donner suite, vu l'aggravation de la situation, après une première réponse qui nous paraissait pourtant positive.

Sur ce point, je souligne que j'ai personnellement eu divers entretiens avec des représentants des différentes parties yougoslaves à ce conflit, soit le premier ministre de la Slovénie, M. Peterle, qui est passé deux fois à Berne, de même que les ministres des affaires étrangères de la Croatie et de la Serbie, MM. Separovic, le Croate, et Jovanovic, le Serbe. Différents représentants des partis politiques serbes et croates étaient reçus par les responsables de mon département. Le bilan de ces entretiens est aussi simple que triste. Il n'existe pas, du moins jusqu'à présent, une véritable volonté, surtout du côté serbe, de trouver une solution pacifique et bien équilibrée aux problèmes qui divisent ces deux républiques.

Sur un plan logistique, le Conseil fédéral a mis plusieurs fois un avion à disposition du négociateur des Nations Unies, M. Cyrus Vance, médiateur de l'ONU. Cela permet à M. Vance de déterminer sur place, avec les parties au conflit, des condi-

tions concrètes pour le stationnement éventuel des Casques bleus.

Loin de favoriser la guerre, le droit international public enjoint aux Etats de s'abstenir, dans leurs relations réciproques, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, et de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques. En l'occurrence, une des principales difficultés réside dans le fait que le conflit entre les républiques yougoslaves est essentiellement, à ce stade du moins, de caractère interne.

En ce qui concerne la protection de la population civile dans les zones de guerre, la Suisse a soutenu des actions humanitaires dans plusieurs domaines, par l'intermédiaire du CICR, du Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations Unies, de la Croix-Rouge suisse, des oeuvres d'entraide des Eglises protestantes suisses et de Caritas. Deux millions de francs d'argent public ont été destinés aux victimes. En outre, une mission humanitaire du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes se trouve actuellement en Yougoslavie pour clarifier d'autres possibilités de soutien.

Quant à l'accueil – une des questions posées – de 500 orphelins de guerre en provenance de la Yougoslavie, le Conseil fédéral n'a de lui-même aucune possibilité de prendre des mesures. Par contre, il soutiendra entièrement une telle initiative mise sur pied par les organisations privées de nature humanitaire.

Telles sont les réponses aux diverses questions posées.

Frau Bäumlín: Ich habe eine klein erscheinende Zusatzfrage. Ich habe auf Umwegen gehört, dass es in Jugoslawien eine Friedensbewegung gibt, die auch sehr stark von Frauen getragen wird. Ich möchte Sie fragen, ob Sie schon mit einer Friedensbewegung in Jugoslawien Kontakt hatten oder ob Sie einen solchen aufnehmen möchten und wie Sie eine solche Friedensbewegung in Jugoslawien mit Ihren Mitteln unterstützen könnten.

M. Felber, conseiller fédéral: Nous avons, Madame, la connaissance d'un certain nombre de groupes qui, heureusement, existent et il est certain – je peux le déclarer ici – que dans le cadre des mesures humanitaires et de soutien que nous désirons apporter à ceux qui veulent établir la paix dans ce pays, nous soutiendrons les efforts de ces communautés issues du pays même. Ce sont les seules garantes d'obtenir du succès, puisque de l'extérieur nous n'arrivons pas à influencer la situation. Encore faut-il que ces communautés soient assez fortes pour se faire connaître et demander un appui.

Frage 40:

Bär. Schweizer Besuch von Li Peng Visite en Suisse de M. Li Peng

Der Presse konnte man entnehmen, dass Chinas Ministerpräsident Li Peng voraussichtlich im Januar 1992 die Schweiz besuchen wird, um am Weltwirtschaftsforum in Davos teilzunehmen. Li Peng zählt zu den Hauptverantwortlichen des Massakers vom Juni 1989 bei Tiananmen. Der bevorstehende Besuch würde die internationale Aechtung der chinesischen Regierung durchbrechen, die im Gefolge der Missachtung der Menschenrechte und des brutalen Umgangs mit der Opposition erfolgt ist. Eine Schrittmacherrolle der Schweiz wäre ganz besonders zu bedauern. Ist der Bundesrat vorgängig über den Besuch in Davos informiert und um seine Meinung gebeten worden? Wenn ja, welche Haltung hat er eingenommen? Ist der Bundesrat bereit, auf jegliche offiziellen und inoffiziellen Kontakte und Arrangements mit Li Peng zu verzichten, als Zeichen der Verurteilung der totalitären Machthaber in Peking?

M. Felber, conseiller fédéral: Le symposium économique de Davos jouit – vous le savez – d'un excellent renom dans le monde. Il offre à des représentants éminents de la politique, de plus en plus souvent, et de l'économie de tous horizons, la possibilité de se rencontrer dans un cadre non officiel. Il est naturel que ses organisateurs, qui appartiennent au secteur privé, puissent faire bénéficier leurs hôtes de conditions optimales, favorisant le dialogue entre eux, le dialogue internatio-

nal, ce qui correspond d'ailleurs à une tradition bien helvétique.

Comme il s'agit d'une initiative privée, les organisateurs n'ont pas d'obligation de consulter les autorités fédérales sur les invitations qu'ils adressent. Le Conseil fédéral ne dispose pas, pour l'heure, d'informations confirmées selon lesquelles M. Li Peng, premier ministre de la République populaire de Chine, participera au symposium de Davos. Nous connaissons l'invitation, mais nous n'avons pas confirmation de sa venue. S'il devait s'y rendre et s'il devait émettre le voeu d'être reçu également à Berne à cette occasion, ou à Davos, puisque je m'y trouverai, le Conseil fédéral est d'avis qu'il conviendrait d'y donner suite. Il est en effet dans nos usages, de recevoir des dirigeants d'Etats avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques; c'est le cas de la République populaire de Chine. De telles visites, Mesdames et Messieurs, représentent aussi une occasion d'échanger des vues sur la situation internationale et les relations bilatérales, et de faire part à nos hôtes de notre point de vue sur divers problèmes, comme celui, précisément, du respect des droits de l'homme, et vous savez, Madame, que nous nous y sommes engagés.

Question 41:

Aubry. Anerkennung der Ukraine durch die Schweiz Reconnaissance de l'Ukraine par la Suisse

Le Conseil fédéral est-il d'avis que la Suisse, comme certains pays sont en train de le faire, peut reconnaître l'indépendance de la République ukrainienne? La Russie elle-même a reconnu l'indépendance de cette république.

Et si oui, à quelles conditions la Suisse peut-elle le faire?

M. Felber, conseiller fédéral: Le Département fédéral des affaires étrangères a publié, le 3 décembre 1991, le communiqué suivant, au sujet de cette question: «Nous avons pris note du résultat du référendum populaire sur l'indépendance et les résultats de l'élection présidentielle en Ukraine. Le peuple ukrainien a choisi librement et démocratiquement la pleine souveraineté, et son premier président en la personne de M. Leonid Kravtchouk. La Suisse ne peut que se féliciter de voir naître ainsi une nouvelle démocratie sur notre continent. En exprimant le souhait de voir l'Ukraine assumer tous les droits et tous les devoirs, y inclus ceux assumés par l'Union soviétique, qui incombent à un membre de la famille des Etats européens, nous félicitons le peuple ukrainien pour avoir librement exercé son droit à l'autodétermination». Nous sommes prêts à proposer au Conseil fédéral la reconnaissance formelle de l'Ukraine quand les questions encore ouvertes de nature politique, économique et militaire seront clarifiées. Le Département des affaires étrangères a chargé l'ambassade de Suisse à Moscou de porter à la connaissance de la présidence de l'Ukraine le texte de ce communiqué le jour même de sa publication.

Pour préciser, j'ajouterai que les questions encore ouvertes auxquelles se réfère le communiqué concernent, en premier lieu, l'engagement de l'Ukraine au respect des droits de l'homme, notamment les droits des minorités – il existe de grandes minorités nationales en Ukraine – des principes de la CSCE que l'Union soviétique avait adoptés, des obligations contractuelles dans le domaine commercial et de la dette – une partie des dettes de l'Union soviétique – ainsi – et c'est très important – que les accords internationaux dans le domaine du désarmement, l'Ukraine se trouvant être la deuxième puissance européenne en matière d'armes nucléaires. Ces questions ont d'ailleurs été évoquées tout récemment, au niveau bilatéral, avec les plus hauts responsables de la République d'Ukraine à l'occasion des entretiens que le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a eus à Kiev le 20 novembre dernier.

Frage 42:

Scheidegger. Drogenversuche in den Städten Distribution de drogues sous contrôle médical

An der ersten Schweizerischen Drogenkonferenz versprach Bundespräsident Cotti, eine Verordnung zu Drogenversuchen in den Städten (ärztlich kontrollierte Abgabe von Drogen, darun-

ter auch Heroin) rasch und rechtzeitig zur Vernehmlassung auch dem Städteverband zuzustellen. Seit jener Zeit herrscht Funkstille. Wann darf diese Vernehmlassung erwartet werden, und weshalb wurde im Versuch die Möglichkeit der Heroinabgabe gestrichen?

Frage 43:

Hafner Ursula. Bedingungen für die versuchsweise Verschreibung von Betäubungsmitteln
Distribution de drogues sous contrôle médical à titre d'essai

Drogenfachleute und -behörden aus verschiedenen Schweizer Städten warten mit wachsender Ungeduld auf die Möglichkeit einer versuchsweisen kontrollierten Heroinabgabe.

Wann wird die zuständige Bundesstelle die entsprechenden Versuchsbedingungen festlegen?

Frage 44:

Sieber. Ärztlich kontrollierte Heroinabgabe
Distribution d'héroïne sous contrôle médical

Der Bundesrat hat vor einigen Monaten angekündigt, er werde Versuche mit der ärztlich kontrollierten Heroinabgabe zulassen. Verschiedene Städte haben ihr Interesse an solchen Versuchen bekundet. Da Zürich und Bern die offene Drogenszene jetzt auflösen, muss mit solchen Versuchen rasch begonnen werden. Ohne medizinische Betreuung wird die Situation katastrophal. Ich frage daher den Bundesrat an, wann mit den Richtlinien für die Bewilligung solcher Versuche gerechnet werden kann und wann die ersten Bewilligungen erteilt werden können.

Bundespräsident **Cotti**: An der nationalen Drogenkonferenz vom 1. Oktober 1991 wurde allen Kantonen in einer vertrauensvollen Atmosphäre die neue Drogenpolitik des Bundesrates näher vorgestellt. Dabei wurde auch die Möglichkeit von wissenschaftlichen Versuchen zur Frage der Prävention und der Behandlung von Drogenabhängigen erwähnt. Es handelt sich nicht um definitive neue Wege der Therapie, sondern um wissenschaftlich angelegte Versuche, um die Kenntnisse in diesem Bereich zu vertiefen. Ich betone, dass es aber nicht darum gehen darf, über diese Versuche das Betäubungsmittelgesetz in irgendeiner Form auszuhöhlen. Die Versuche, die mit der Unterstützung des Bundes evaluiert werden, haben sich an strenge Rahmenbedingungen bezüglich Zielsetzung, Grösse und zeitlicher Dauer zu halten.

Der entsprechende Verordnungsentwurf wird den Kantonen, dem Städteverband und allen interessierten Kreisen bald zur Vernehmlassung zugestellt. Die Durchführung von Pilotversuchen mit ärztlich verschriebenem Heroin ist in der Vernehmlassung nicht vorgesehen, hingegen sollen Versuche mit Morphin verschrieben werden können. Ein Einschluss des umstrittenen Heroins ist nicht notwendig, weil sich die gleichen Fragen auch mit dem in seiner Wirkung ähnlichen Morphin beantworten lassen. Erst nach abgeschlossener Vernehmlassung wird der Bundesrat die definitiven Entscheide bezüglich der Rahmenbedingungen für die Begleitforschung verabschieden.

Scheidegger: Ich möchte nur wissen, Herr Bundespräsident, was «sehr bald» heisst.

Sieber: Mich interessiert vor allem: Was geschieht jetzt? Es ist jetzt kalt, und aus der Hautnähe muss ich Ihnen folgendes sagen: Die Situation ist aufgrund der Auflösung der Szene in der Schweiz unmenschlich!

Kurz folgendes: Diese Menschen, die sich jetzt aufgrund der Räumung der Szenen im Lande zerstreuen, nehmen die Krankheit, ihre Sucht, ihren Hang und ihren Zwang zur Kriminalität, ihre Isolation mit. Das gibt jetzt einen Untergrund. Wir könnten sagen: Wenn wir die Probleme aufs Eis legen, dann gehen die unters Eis! Die Frage ist dringlich: Was geschieht jetzt?

Ich meine, es bräuchte vielleicht ein Zeichen, dass es hier nicht nur Christbäume gibt, sondern einige bäumige Christen.

Bundespräsident **Cotti**: «Sehr bald» bedeutet in den nächsten Wochen, sobald gewisse letzte Fragen geklärt sind. Besonders geht es auch darum – ich muss es noch einmal betonen –, dass nach Auffassung des Bundesrates die wissenschaftlichen Versuche die heutige rechtliche Regelung nicht aushöhlen dürfen, dass also nicht auf kaltem Wege die heutigen gesetzlichen Normen umgangen werden dürfen.

Was geschieht jetzt? Herr Sieber, Ihre Frage müssten Sie an diejenige Behörde richten, welche diese Konzentration von Personen zugelassen hat und die heute – meiner Ansicht nach aus sehr begreiflichen Gründen – diese Konzentration nicht mehr gestattet.

Ich erinnere Sie daran, dass in der Planung des Bundesrates die Frage der Betreuung weiterhin – es könnte nicht anders sein – bei den lokalen Behörden belassen wurde.

Question 45:

Ruffy. Abfälle der Firma Refonda in Portugal
Déchets de l'entreprise Refonda en souffrance au Portugal

A quelques reprises déjà, la presse helvétique s'est fait l'écho de nouvelles consternantes venant du Portugal relatives à l'accumulation de 200 000 tonnes de scories d'aluminium provenant de l'entreprise suisse Refonda de Niederglatt près de Zurich.

Aux dernières nouvelles, on apprend que la société portugaise Metalinex, qui travaille selon une technologie allemande, se trouve dans l'incapacité de venir à bout de ces déchets et envisage de les envoyer au Venezuela.

Ces faits regrettables sont en totale contradiction avec l'esprit de la Convention de Bâle pour laquelle notre pays s'est fortement engagé.

L'exportation de ces déchets a-t-elle fait l'objet d'une autorisation de la part de l'autorité fédérale compétente? Si oui, quelles sont les garanties qui ont été fournies par l'entreprise portugaise quant à ses capacités de traiter ces déchets?

Etant donné la volonté affirmée à plusieurs reprises de contrôler les exportations de nos déchets afin qu'ils soient éliminés ou traités de manière efficace et non pas simplement accumulés dans des régions lointaines, que pense le Conseil fédéral de cette situation et notamment de l'éventualité d'un transport de ces 200 000 tonnes au Venezuela comme solution définitive?

M. Cotti, président de la Confédération: Je précise, Monsieur Ruffy, qu'il ne s'agissait pas de 200 000 tonnes mais de 20 000 tonnes. L'Office fédéral de l'environnement a autorisé cette exportation sur la base de l'ordonnance correspondante, qui pose des conditions tout à fait conformes à ce que prévoit la Convention de Bâle qui n'est pas encore en vigueur mais que la Suisse applique déjà. A la fin octobre de cette année, le chef de cabinet du ministère de l'environnement portugais a encore confirmé à notre ambassade de Lisbonne que le déroulement de l'importation avait été absolument correct. Or, sur la base de nouvelles très récentes, il s'avère que la maison portugaise qui était en train de réaliser l'installation a stoppé cette réalisation. Ce que je vous dis est actuellement sous contrôle. Je le mets donc entre guillemets. C'est pourquoi l'Office fédéral de l'environnement, qui se fondait sur des affirmations précises du côté portugais ainsi que sur des indications techniques, se doit maintenant de réexaminer la matière, ce qui pourrait signifier aussi que l'autorisation donnée pourrait être retirée et que la maison pourrait être obligée de reprendre les déchets dans notre pays. Je signale que l'exportation vers l'Amérique du Sud à laquelle vous faites allusion a été exclue du côté portugais par un renseignement reçu par l'Office fédéral le 5 décembre dernier.

M. Ruffy: Je me bornerai à poser une seule question.

Le communiqué officiel de l'ATS disait ceci: «L'entreprise portugaise a importé les déchets toxiques de Refonda en 1987 et 1990 pour les traiter, mais elle n'a jamais construit les installations nécessaires pour ce faire.» La bonne foi de la Suisse a donc été trompée. Le Conseil fédéral peut-il demander dorénavant à son partenaire portugais un certain nombre de garanties pour que pareille mésaventure ne puisse se reproduire?

En ce qui concerne les 200 000 tonnes, je suis heureux de cette précision dans le sens d'une réduction du chiffre. C'était l'intitulé d'un article paru dans un quotidien romand.

M. Cotti, président de la Confédération: Sur la base d'une discussion, ce matin encore, avec le directeur de l'office fédéral concerné, il se pourrait que l'on ait abusé de la bonne foi de la Suisse. Je ne voudrais pas lancer des accusations à l'encontre du Portugal, mais dès que les renseignements en notre possession seront vérifiés, je pourrai préciser ce qui s'est passé et, le cas échéant, nous interviendrons auprès des responsables au Portugal.

Question 46:

Zisyadis. HIV-positive Hämophile. Entschädigung Transfusions sanguines. Indemnisation des hémophiles

Selon le directeur de la division d'hématologie au CHUV à Lausanne, 25 pour cent des hémophiles suisses sont séropositifs ou ont le sida. La cause principale de cette situation est la lenteur de la réaction de la Suisse lors des transfusions, suite au développement du sida.

Face à la détresse des personnes contaminées, le Conseil fédéral est-il prêt à envisager une véritable indemnisation qui leur permette d'affronter l'avenir?

M. Cotti, président de la Confédération: Une centaine d'hémophiles et quelque 140 à 170 receveurs de transfusions sanguines ont été infectés par du sang ou par des produits sanguins contaminés par le virus, au cours de la période 1978–1985. Les hémophiles ont été exposés à un grave risque d'infection VIH lors du traitement par des préparations coagulantes. Aujourd'hui, des mesures sont prises pour réduire ce risque au minimum. On me dit que le danger de transmission d'une infection par transfusion sanguine n'est plus aujourd'hui que de 1 pour 500 000.

La Confédération a eu connaissance plus tard de ces cas d'infection et je peux dire que nous avons immédiatement réagi de sorte que, le 14 décembre 1990 déjà, le Parlement a pu voter une indemnisation allant jusqu'à 50 000 francs par cas d'infection d'un hémophile ou d'un receveur de transfusion. Si la personne infectée décède avant d'avoir reçu cette prestation, les personnes auxquelles son décès et les soins et l'assistance qu'elles lui ont prodigués ont occasionné ou occasionnent encore des frais ont droit à une prestation. C'est l'arrêté fédéral que le Parlement a décidé de prendre il y a une année, non sans quelques points d'interrogation, mais je peux dire que la Suisse a été parmi les premiers Etats à réagir de cette manière, après de longs contacts d'ailleurs avec les représentants des personnes touchées. A ce jour, 41 hémophiles et 41 receveurs de transfusions sanguines ont fait usage de cette possibilité et ont ainsi été indemnisés.

Frage 47:

Weder Hansjürg. Importverbot giftiger Pflanzenbehandlungsmittel

Produits phytosanitaires toxiques. Arrêt des importations

Nach Zeitungsberichten importieren und verwenden Schweizer Bauern jährlich Hunderte von Tonnen in der Schweiz nicht zugelassener, zum Teil hochgiftiger Pflanzenbehandlungsmittel. Durch Rückstände dieser Mittel auf Pflanzen und durch Verunreinigung des Grund- und Trinkwassers können gesundheitliche Schäden entstehen. Das Buwal und das Bag wollen jetzt eingreifen.

Ich frage den Bundesrat an:

– Treffen diese Berichte zu?

– Teilt der Bundesrat die Auffassung, dass solche Importe aus Gründen des Umwelt- und Gesundheitsschutzes nicht mehr länger toleriert werden können?

– Ist der Bundesrat bereit, die nötigen Massnahmen umgehend zu treffen, um solche Importe zu verhindern?

– Wie gedenkt er vorzugehen?

Bundespräsident Cotti: Es trifft zu, Herr Weder Hansjürg, dass solche Importe, namentlich aus Frankreich, in den vergangenen Jahren immer wieder zu gewissen Problemen geführt ha-

ben. Grundsätzlich dürfen – ich lege jetzt die rechtliche Lage dar – giftige Pflanzenbehandlungsmittel nur importiert werden, wenn sie entsprechend der Giftgesetzgebung vom Bag registriert und nach den Vorschriften der Umweltschutz- und Landwirtschaftsgesetzgebung durch die Eidgenössische Forschungsanstalt Wädenswil bewilligt sind. Die zuständigen Bundesstellen haben illegale Importe nicht zugelassener Produkte nie toleriert, sondern vielmehr alle nötigen Massnahmen ergriffen, um solche Importe zu verhindern. Die Zollämter sind angewiesen, illegale Sendungen an der Grenze zurückzuweisen, und die Öffentlichkeit, namentlich auch Landwirtschaftskreise, wurden alljährlich – zuletzt im März dieses Jahres – auf die Rechtslage aufmerksam gemacht.

Obwohl an der Grenze immer wieder Rückweisungen erfolgen, kann nie ganz ausgeschlossen werden, dass nicht zugelassene Produkte vereinzelt in die Schweiz gelangen. Der Bundesrat wird weiterhin der Frage nachgehen, ob trotz der ergriffenen Massnahmen illegale Importe in grösseren Mengen, wie Sie sagen, stattgefunden haben. Das ist bis heute nicht wahrgenommen worden. Gegebenenfalls wird der Bundesrat auch die Öffentlichkeit über diese Abklärungen informieren.

Frage 48:

Bühmann. Kritik von Amnesty International bezüglich der schweizerischen Asylpolitik

Politique d'asile de la Suisse. Critiques d'Amnesty International

Im neuesten Bericht von Amnesty International wird die Schweiz gerügt, weil sie sogenannte Safe countries benennt und Asylsuchenden aus solchen Ländern keine oder nur eine oberflächliche Anhörung gewährt, was bedeutet, dass diese Asylsuchenden von einem Asylverfahren von vornherein ausgeschlossen werden.

Im besonderen wird gerügt, dass auf der bundesrätlichen Liste der «sicheren Länder» Indien aufgeführt werde, obwohl dort schwerwiegende und weitverbreitete Menschenrechtsverletzungen begangen würden.

Was sagt der Bundesrat zu diesen Vorwürfen?

Bundesrat Koller: Der Bundesratsbeschluss zur Bezeichnung sogenannter Safe countries basiert jeweils auf einer sehr sorgfältigen Lagebeurteilung der betreffenden Länder. Dabei werden unter anderem auch die Berichte von Amnesty International berücksichtigt. Es trifft nicht zu, dass Gesuchsteller aus Safe countries von vornherein vom Asylverfahren ausgeschlossen werden. Vielmehr werden ausnahmslos alle zu den Asylgründen angehört.

Safe country bedeutet deshalb nichts anderes, als dass der Gesuchsteller aus einem Staate kommt, wo vermutungsweise keine systematische Verfolgung stattfindet. In begründeten Fällen wird jedoch Asyl gewährt oder eine vorläufige Aufnahme verfügt.

Bezüglich Indien lässt sich feststellen, dass die demokratisch gewählte Regierung die in der Verfassung verankerten Grundrechte respektiert. Für gefährdete Personen aus Unruhegebieten wie den Unionsstaaten Assam und Punjab ist eine innerstaatliche Fluchtalternative gegeben. Deshalb kann der Grundsatz der Subsidiarität des Asyls im Ausland, welcher auch von der Flüchtlingskonvention anerkannt ist, zu Recht auf indische Staatsangehörige angewendet werden. Wer den gebotenen Verfolgungsschutz im eigenen Lande geniessen kann, bedarf nicht des Schutzes des Auslandes.

Frage 49:

Bühmann. Notmassnahmen zur Unterstützung jugoslawischer Kriegsflüchtlinge

Aide d'urgence aux réfugiés yougoslaves

Zurzeit fliehen viele jugoslawische Staatsangehörige aus den umkämpften Gebieten ihres Landes zu Angehörigen in der Schweiz. Diese Angehörigen, aber auch die kantonalen Instanzen stossen dabei an finanzielle und infrastrukturelle Grenzen, zum Beispiel bei der Unterbringung. Wenn ein jugoslawischer Migrant zusätzlich zu seiner Familie plötzlich noch weitere Verwandte ernähren muss, genügt sein Lohn schlicht und einfach nicht mehr.

Rechtlich sind zwar die Kantone für die Unterstützung zuständig, aber wenn das so weitergeht, sind die Kantone finanziell und punkto Unterbringung schon bald einmal überfordert. Gedenkt der Bundesrat, zur Unterstützung der Kantone mit Notmassnahmen tätig zu werden, und wenn ja, in welcher Form und wie schnell ist mit Hilfe seitens des Bundes zu rechnen? Die Zeit drängt.

Bundesrat Koller: Der Bundesrat ist sich der schwierigen Lage der Kantone im Fürsorge- und Unterbringungsbereich bewusst. Er strebt daher im Rahmen des geltenden Asyl- und Ausländerrechts eine Lösung an, die sowohl eine unnötige Belastung des Asylverfahrens mit von vornherein aussichtslosen Gesuchen vermeidet als auch eine ausgewogene Verteilung der Fürsorgelasten zwischen Bund und Kantonen sicherstellt. Weiter gilt es zu vermeiden, dass unser Land für vom Bürgerkrieg nicht betroffene Jugoslawen zusätzlich attraktiv wird. Die zu treffenden Massnahmen werden zurzeit mit den Kantonen abgesprachen.

Frau Bühlmann: Herr Bundesrat, in den «Luzerner Neusten Nachrichten» vom 29. November steht, dass der Pressesprecher Ihres Departementes, Herr Jörg Kistler, sagt, dass Sie am 5. Dezember im Bundesrat entscheiden werden, was die Kantone von Ihnen an Unterstützung in diesem Bereich erwarten können. Wird dieses Datum verschoben, und wie lange dauert es noch, bis Sie an die Adresse der Kantone eine präzise Antwort geben können?

Bundesrat Koller: Auch wenn an sich die Zuständigkeiten klar sind – Fürsorge ist Sache der Kantone, Asyl ist Sache des Bundes –, brauchen wir für Jugoslawien, diesen ausserordentlichen Fall, Speziallösungen. Wir haben die Kantone dementsprechend orientiert, und sie können demnächst mit den nötigen Weisungen des Bundes rechnen.

Frage 50:
Wiederkehr. Opferhilfegesetz. Erste Auswirkungen
Aide aux victimes d'infractions. Premiers effets de la loi
Ab wann können die Opfer von Gewalttaten mit Hilfe aufgrund des Opferhilfegesetzes rechnen?

Bundesrat Koller: Das Opferhilfegesetz wurde am 4. Oktober dieses Jahres verabschiedet. Die Referendumsfrist läuft am 13. Januar des nächsten Jahres ab. Ueber das Datum des Inkrafttretens hat der Bundesrat noch nicht entschieden. Eine Inkraftsetzung sollte auf den 1. Januar 1993 möglich sein. Ein früheres Datum ist aus praktischen Gründen kaum möglich, da die Kantone bis zum Inkrafttreten noch die nötigen Beratungsstellen bezeichnen und die Organisation der Opferhilfe regeln müssen. Ein späteres Datum sollte im Interesse der Opfer vermieden werden.

Wiederkehr: Für den Bereich der Strassenverkehrsunfälle, also bei den Gewalttaten auf der Strasse, hat das Departement von Bundesrat Ogi letzte Woche einen Bericht veröffentlicht, nach dem uns die Strassenunfälle jedes Jahr 5,4 Milliarden Franken kosten und 1,5 Milliarden Franken davon der Allgemeinheit überbürdet werden. Schlimmer noch: 800 Millionen Franken davon müssen die Opfer direkt oder indirekt selber bezahlen, durch verminderte Produktivität, durch Lohnkürzungen. Man müsste den Benzinpreis sofort um 25 Rappen pro Liter erhöhen, nur damit die aus Strassenunfällen resultierenden, ungedeckten 1,5 Milliarden Franken nicht vom Steuerzahler und von den Opfern aufgebracht werden müssen. Oder aber man könnte bestimmen, dass auf den Bussen – beispielsweise bei Geschwindigkeitsübertretungen – in Zukunft ein zusätzlicher Malus bezahlt werden muss, damit die Unfall-opfer die 800 Millionen Franken nicht mehr selber tragen müssen.

Haben Sie die Möglichkeit, Herr Bundesrat, zusammen mit dem Inkrafttreten des Opferhilfegesetzes solche Vorschläge einzubringen, damit künftig die Verursacher der Unfälle zur Kasse gebeten werden?

Bundesrat Koller: Ich glaube nicht, dass wir so etwas noch ins Opferhilfegesetz einbringen können. Dieses Gesetz ist bekanntlich von beiden Räten verabschiedet worden. Im Bereich der Strassenunfälle werden wir, wie angekündigt, nächstes Jahr eine Novelle zum Ordnungsbussengesetz erarbeiten und diese rechtzeitig dem Parlament unterbreiten, damit künftig höhere Ordnungsbussen ausgesprochen werden können. Die anderen Probleme, die Sie angetönt haben, gehören nicht in den Zuständigkeitsbereich meines Departementes. Der Bundesrat wird jedoch auch in diesen Bereichen die nötigen Entscheide treffen.

Frage 51:
Goll. Laser-Krieg
Jeux guerriers au laser

Im neuen Vergnügungszentrum Grodooonia in Rümlang ermöglicht das erste «Laserdrome» in Europa, für das noch keine Bewilligung vorliegt, die «prickelnde» Erfahrung der Kriegführung in Rambo-Manier zu erproben. Unter dem Motto «alle gegen alle» schiessen Kinder und Erwachsene mit Laserkanonen aufeinander. Wie stellt sich der Bundesrat zu diesem Laser-Krieg, und wie gedenkt er gegen diese Form der Militarisierung zu intervenieren?

Bundesrat Koller: Bei diesen Spielzeugwaffen handelt es sich nicht um Waffen, die dem Konkordat von 1969 über den Handel mit Waffen und Munition unterstehen. Es sind ebenfalls keine Spielautomaten im Sinne des Spielbankengesetzes. Auf Bundesebene bestehen daher keine Möglichkeiten, dagegen zu intervenieren. Das bedeutet aber nicht, dass der Bundesrat solche Vergnügungsspiele gut findet oder gar unterstützen würde.

Frage 52:
Fankhauser. Rechtswidrige Kinderhaft
Incarcération illégale d'enfants

Es soll vorkommen, dass Kinder von illegal eingereisten Eltern mit ihnen verhaftet und in Gefängnissen untergebracht werden. Kinder sollen auch, total verängstigt, in Zellen warten müssen, solange ihre Eltern vernommen oder befragt werden. Was unternimmt der Bundesrat, damit die Kinder von illegal eingereisten oder von abgewiesenen Asylbewerber(inne)n kindgerecht und unter Respektierung der Konvention für die Rechte der Kinder behandelt werden?

Bundesrat Koller: Der Bundesrat hat keinerlei Kenntnis von derartigen Vorfällen. Haftanordnungen und Vollzugsmodalitäten sind sowohl beim strafrechtlichen Ermittlungsverfahren als auch beim fremdenpolizeilichen Weg- und Ausweisungsverfahren Sache der kantonalen Polizei- und Justizbehörden. Die primäre Verantwortung für die Einhaltung von Verfassungsrecht und Konvention liegt daher bei den Kantonen.

Frau Fankhauser: Die Eidgenossenschaft hat als Verhandlungspartnerin für die Konvention betreffend die Rechte der Kinder wenn nicht eine rechtliche, so doch eine moralische Pflicht, für das Wohl der Kinder zu sorgen. Was will der Bundesrat unternehmen, um tatsächlich zu verhindern, dass Kinder mit ihren Eltern verhaftet werden? Ich habe verschiedene Fälle in meiner Frage aufgezählt; ein Fall unter anderen wurde in Basel via Presse bekannt.

Bundesrat Koller: Wir würden den Vorfall verifizieren und beim entsprechenden Kanton intervenieren. Sie müssten uns aber genau angeben, wo das passiert ist. Eine Bundeskompetenz besteht aber, wie gesagt, nicht.

Frage 53:
Gross Andreas. Öffnung der Schweiz und Wahrung der demokratischen Rechte
Ouverture à l'Europe et sauvegarde des droits démocratiques
Immer mehr Schweizerinnen und Schweizern wird bewusst, dass die nationale Souveränität erodiert angesichts der Transnationalisierung der wichtigsten Probleme, ihrer Ursachen, der

Chancen, sie zu bewältigen, und des daraus folgenden Kooperationsbedarfs über alle Staatsgrenzen hinaus. Damit aus der Relativierung der nationalen Souveränität kein Abbau der demokratischen Rechte der Bürgerinnen und Bürger folgt, muss auch die Demokratie transnational weiterentwickelt und supra-staatlich institutionell neu konzipiert werden.

1. *Muss die Aussage von Bundesrat Koller, Europa zwingt halt die Schweizerinnen und Schweizer zu «einem leichten Opfer an Demokratie», als vorschnelle Kapitulation vor dieser politischen Herausforderung der Weiterentwicklung der bisher national beschränkten Demokratie verstanden werden?*

2. *Wenn nicht: Wie gedenkt sich der Bundesrat dieser Herausforderung, beispielsweise im Hinblick auf eine absehbare europäische Verfassung als Weiterentwicklung der Römer Verträge, zu stellen?*

3. *Was gedenkt der Bundesrat innenpolitisch zu tun, damit die notwendige Öffnung der Schweiz nicht länger als Gegensatz zum ebenso richtigen Anspruch auf die Wahrung der demokratischen Rechte verstanden wird?*

Bundesrat Koller: Immer mehr Probleme haben grenzüberschreitenden Charakter und können nur durch gemeinsames Handeln mehrerer Staaten gelöst werden. Daraus ergibt sich unausweichlich ein Wandel des traditionellen Verständnisses staatlicher Autonomie.

Im Zusammenhang mit der Schaffung des EWR erachtet der Bundesrat im Rahmen der Uebernahme des sogenannten *Acquis communautaire* eine gewisse Einschränkung des fakultativen Referendums als notwendig, denn es gibt keinen EWR à la carte. Wenn Volk und Stände der Genehmigung dieses Vertrages zustimmen, müssen sie auch bereit sein, die sich daraus ergebenden Verpflichtungen und Änderungen des schweizerischen Rechts zu akzeptieren. Dies setzt allerdings voraus, dass die Konsequenzen des EWR-Vertrages für die schweizerische Rechtsordnung vor der Abstimmung über den Vertrag klar aufgezeigt werden. Das vom Bundesrat geplante Vorgehen stellt dies sicher.

Der mögliche Ausschluss des fakultativen Referendums für die Rechtsänderungen, die auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens des EWR-Vertrages vorgenommen werden müssen, bedeutet dagegen keineswegs einen dauerhaften Abbau direktdemokratischer Institutionen oder einen Verzicht auf die weitere Entwicklung der direkten Demokratie. Schritte in Richtung einer Weiterentwicklung der Demokratie im Bereiche der Außenpolitik sind im übrigen bereits gemacht worden. Erinnert sei hier an die revidierte Regelung des Staatsvertragsreferendums in der Bundesverfassung, welche die Volksrechte wesentlich ausgedehnt hat, sowie an den neuen Artikel 47bis a des Geschäftsverkehrsgesetzes. Diese Bestimmung sichert eine stärkere Mitwirkung des Parlaments in diesem Bereich.

Der Bundesrat verfolgt auch aufmerksam die Weiterentwicklung der Römer Verträge, die auch einen Ausbau der gesetzgeberischen Kompetenzen des EG-Parlaments bringen sollen. Der Bundesrat würde einen solchen Ausbau begrüßen. Ohne Mitglied der Europäischen Gemeinschaft zu sein, kann die Schweiz freilich die Entwicklung demokratischer Elemente in dieser supranationalen Gemeinschaft nicht mitgestalten.

Die Öffnung der Schweiz steht nicht im Gegensatz zur Wahrung demokratischer Rechte, ruft aber zweifellos nach gewissen institutionellen Reformen. Der Bundesrat wird in seiner Botschaft zum EWR-Vertrag, im dritten Integrationsbericht und im Bericht zur Legislaturplanung 1991–1995 vertieft auf diese Problematik eingehen. Er wird zudem diesen Fragen im Rahmen seiner Informationspolitik zum EWR-Vertrag besonderes Gewicht beimessen und aufzeigen, dass das Engagement der Schweiz im Rahmen der europäischen Integration sich mit unseren demokratischen Institutionen und Traditionen vereinbaren lässt.

Gross Andreas: Meine Zusatzfrage basiert auf der Information, dass letzte Woche im Bawi die Frist abließ, innerhalb welcher Werbeagenturen ein Konzept zum «Verkauf» des EWR-Vertrages an das Schweizervolk vorschlagen konnten. In einem Umfang von 6 bis 8 Millionen Franken steht dafür offenbar Geld zur Verfügung.

Jetzt frage ich Sie: Glauben Sie nicht, dass die entsprechende finanzielle und auch politische Unterstützung von ökologischen, kirchlichen und demokratiespezifischen Organisationen – welche die Demokratie auf der übernationalen Ebene fördern wollen, so dass aus der abnehmenden Autonomie des Staates kein Demokratieabbau für Bürgerinnen und Bürger folgt – nicht besser wäre, um das Schweizervolk von der notwendigen Öffnung zu überzeugen? Damit würden Fakten geschaffen, die überzeugender sind als Werbekonzepte. Ich kann Ihnen die Frage auch noch heimatkundlicher stellen: 1848 hat der Kanton Appenzell Innerrhodens den Beitritt zur Eidgenossenschaft aus der Angst heraus abgelehnt, Souveränität zu verlieren, d. h., die Männer haben damals Angst gehabt, demokratische Mitwirkungsrechte zu verlieren. Das erwies sich deshalb als falsch, weil damals im Bund demokratische Rechte eingerichtet worden sind. Diese Angst war also damals schon gross, und sie ist heute fast noch grösser, ohne dass auf europäischer Seite entsprechende Rechte institutionalisiert würden, weil es noch keine Verfassung gibt. In dieser Beziehung – ich denke über den EWR hinaus – sollte der Bundesrat diese Angst ernst nehmen und entsprechende gesellschaftliche Bewegungen fördern.

Bundesrat Koller: Herr Andreas Gross, hinsichtlich der Zusatzfrage zum Bawi bin ich die falsche Adresse. Darüber könnte Herr Bundesrat Delamuraz besser Auskunft geben.

Hinsichtlich der Weiterentwicklung der demokratischen Institutionen in der Europäischen Gemeinschaft haben sich wohl alle Bundesräte immer wieder dazu bekannt, dass sich die EG in Richtung mehr Demokratie weiterentwickeln werde und müsse, damit Volk und Ständen der Schweiz eines Tages der Beitritt leichter falle. Wir dürfen uns hier aber auch keinen Illusionen hingeben. Solange wir nicht Mitglied der EG sind, sind unsere Einflussmöglichkeiten in bezug auf mehr Demokratie in der EG wohl – aufgrund der Natur der Sache – sehr beschränkt. Aber wir begrüßen es durchaus, wenn neben dem Bundesrat auch gesellschaftliche Organisationen in Richtung mehr Demokratie in der EG arbeiten.

Question 54:

Ruffy. Ermordung von Kazem Radjavi. Stand des Ermittlungsverfahrens

Assassinat de Kazem Radjavi. Etat de la procédure judiciaire

Bien qu'il y ait maintenant plus d'une année et demi que M. Kazem Radjavi a été sauvagement assassiné dans le canton de Vaud, nous n'avons toujours par les résultats de l'enquête du juge Châtelain. C'est le gouvernement de la République islamique d'Iran qui bloque actuellement la procédure. Cette attitude est d'autant plus inacceptable que l'Ambassade iranienne à Berne, le Consulat et la mission iranienne de Genève semblent aussi impliqués dans l'assassinat de M. Chapur Bakhtiar.

Le Conseil fédéral peut-il nous renseigner sur l'état de la procédure judiciaire? Au cas où le gouvernement iranien continuerait à s'opposer au déroulement correct de la procédure, notamment en donnant suite aux demandes de la commission rogatoire, le Conseil fédéral envisage-t-il d'intervenir pour que toute la lumière soit faite sur cet assassinat qui ne saurait rester impuni?

Bundesrat Koller: Für die Untersuchung im Fall von Radjavi ist der Kanton Waadt zuständig. Nur der mit der Untersuchung beauftragte Untersuchungsrichter, Herr Roland Châtelain, ist befugt, über die betreffenden Untersuchungsergebnisse Auskunft zu geben.

Im Oktober 1990 hat der kantonale Untersuchungsrichter ein Rechtshilfesuch an die iranischen Behörden gestellt. Im März dieses Jahres erklärten sich diese bereit, unter der Voraussetzung bestimmter Garantien darauf einzutreten. Anlässlich eines Treffens mit iranischen Vertretern bestätigte Herr Châtelain am 21. August dieses Jahres sein Rechtshilfesuch, weigerte sich aber, Bedingungen anzunehmen. Bis heute liegt keine Antwort auf das Rechtshilfesuch vor.

Der Bundesrat hat sich wiederholt dazu geäußert. Er legt Wert darauf, Licht in diese Angelegenheit zu bringen, kann sich aber wegen der Gewaltentrennung nicht in ein kantonales Gerichtsverfahren einmischen.

Frage 55:

Tschopp. Beziehungen Bundesrat/Nationalbank

Relations entre le Conseil fédéral et la Banque nationale
Nach Presseberichten ist es kürzlich zu gegenseitigen Beschuldigungen zwischen dem Präsidenten des Direktoriums der Nationalbank und Mitgliedern des Bundesrates gekommen. Diese Auseinandersetzung gibt Anlass zur Annahme, zwischen Bund und Nationalbank herrschten schwere Meinungsverschiedenheiten.

Ich möchte wissen, was der Bundesrat zu unternehmen gedenkt, um seine Beziehungen mit der Zentralbank zu normalisieren und die gegenseitige Achtung und das zur Führung einer zielstrebigem und abgesprochenen Währungspolitik notwendige Vertrauensklima wiederherzustellen.

Bundesrat Stich: Zwischen dem Direktorium der Schweizerischen Nationalbank und dem Bundesrat findet in regelmässigen Abständen ein Meinungsaustausch über wirtschafts- und währungspolitische Fragen statt. Gerade heute morgen legte der Präsident des Direktoriums dem Bundesrat die geldpolitischen Absichten der Nationalbank für das Jahr 1992 dar.

Es gilt festzuhalten, dass zwischen der Nationalbank und dem Bundesrat keine grundsätzlichen Meinungsverschiedenheiten bestehen, die das gegenseitige Vertrauen beeinträchtigen würden. Insbesondere sind wir uns darin einig, dass die Bekämpfung der Inflation nach wie vor die vordringlichste Aufgabe der Nationalbank darstellt.

Frage 56:

Gonseth. Suchtprävention in der Bundesverwaltung **Maladies de la dépendance. Prévention dans l'administration fédérale**

2,5 bis 5 Prozent der Mitarbeiter(innen) von Verwaltungen und Betrieben leiden an einem erheblichen Alkohol- oder anderem Suchtproblem (Studien aus D, USA, CH). Neben moralisch-ethischen Aspekten verursacht dies auch erhebliche Kosten. Verschiedene öffentliche Verwaltungen und Betriebe betreiben deshalb Suchtprävention am Arbeitsplatz (z. B. Kanton Basel, Swissair, PTT, Migros usw.). Diese Konzepte basieren auf der Überzeugung, dass Suchtkrankheiten durch gezielte Behandlung zum Stillstand gebracht werden können. Die Erhaltung der Arbeitsplätze spielt dabei eine grosse Rolle.

Besteht ein Suchtpräventionskonzept in der Bundesverwaltung? Wenn nein, erachtet der Bundesrat ein solches Konzept als notwendig? Wenn ja, welches Konzept besteht, und wie viele Leute sind damit beschäftigt?

Bundesrat Stich: Nach dem Beamtengesetz richtet der Bund einen verwaltungsgärtlichen Dienst ein. Dieser Dienst wirkt unter anderem mit bei Massnahmen gegen Alkoholmissbrauch und gegen andere Süchte, ferner bei der allgemeinen Gesundheitspflege des Personals sowie bei der Bekämpfung ansteckender Krankheiten.

Der Bekämpfung des Alkoholmissbrauchs dienen einerseits vorbeugende Massnahmen wie beispielsweise der Betrieb von Kantinen und Erfrischungsräumen, die Beratung durch Personal- und Fürsorgedienste, die Früherfassung Gefährdeter durch die Vorgesetzten, Fürsorge- und ärztliche Massnahmen sowie Entwöhnungskuren, andererseits aber auch reaktive Vorgehensweisen wie Disziplinar-massnahmen und die Nichtwiederwahl. Das Personalamt hat darüber Richtlinien erlassen.

Der Tabakmissbrauch hat sich aufgrund der Wirkung von Sozial- und Präventivmedizin deutlich zurückgebildet. Es wird heute mehr Rücksicht genommen als früher. Dazu haben auch Richtlinien des Personalamtes beigetragen.

Ein generelles Suchtpräventionskonzept besteht nicht. Zurzeit ist ein solches Konzept auch nicht geplant. Im Rahmen eines Pilotprojektes betreibt der Bund in den Rüstungsbetrieben Suchtprophylaxe.

Question 57:

de Dardel. Die Banque hypothécaire de Genève und die Spekulation

Banque hypothécaire de Genève et spéculation

Selon M. Daniel Zuberbühler, directeur adjoint de la Commission fédérale des banques, la Banque hypothécaire de Genève a, à l'occasion d'un prêt à APROFIM, M. Nessim Gaon, à concurrence de 175 000 000 de francs, largement dépassé le taux légal de prise de risque de cet établissement; la Commission fédérale des banques a dû intervenir, en 1990, à deux reprises pour que cette situation illégale soit assainie (cf. l'Hebdo du 7 novembre 1991).

M. Olivier Vodoz, conseiller d'Etat genevois, a, par ailleurs, déclaré récemment que cette créance de 175 000 000 francs avait finalement été répartie entre quatre banques, dont la Banque hypothécaire de Genève, mais – sauf erreur – en automne 1991 seulement.

Le Conseil fédéral peut-il confirmer l'exactitude de ces faits? S'agissant d'un prêt hypothécaire consenti en 1989, comment se fait-il qu'il ait fallu deux ans à la Banque hypothécaire de Genève pour assainir une situation irrégulière?

Bundesrat Stich: Am 29. September 1989 hat die obgenannte Bank die Eidgenössische Bankenkommission über das Grossengagement, welches den Plafond gemäss Artikel 21 Absatz 1 Buchstabe c Bankenverordnung überstieg, des in Frage stehenden Kunden informiert. Zu dieser Zeit verfügte die Banque hypothécaire du Canton de Genève bereits über schriftliche Verträge betreffend die Abgabe von Unterbeteiligungen an andere Banken. Die bankengesetzliche Revisionsstelle der Banque hypothécaire du Canton de Genève hat dann in ihrem Revisionsbericht über die Prüfung der Jahresrechnung 1989 bestätigt, dass das betreffende Engagement durch Uebergabe von Unterbeteiligungen reduziert worden ist. Per 31. Dezember 1990 überstiegen die Verpflichtungen des Kunden den Plafond von 40 Prozent der anrechenbaren eigenen Mittel der Bank nicht mehr.

Question 58:

Spielmann. Bankenpleiten. Auszahlung von Spargeldern **Banques en déconfiture. Remboursement des épargnants**

Le laxisme en matière de crédits hypothécaires, le dépassement des quotas de crédit a déséquilibré le bilan de nombreux établissements bancaires. Ces derniers ont été contraints de s'endetter auprès des grandes banques pour tenter de faire face à leurs engagements.

En cas de liquidation forcée, les comptes d'épargne et les comptes salaires sont remboursés dans notre pays de manière dérisoire en comparaison internationale.

Face à la dégradation de la situation financière, le Conseil fédéral ne considère-t-il pas urgent de revoir ces limites ou d'imposer aux banques la création de fonds de secours permettant de dédommager les déposants?

Bundesrat Stich: Die von der Schweizerischen Bankiervereinigung im Frühjahr 1984 abgeschlossene privatrechtliche Konvention 18 betreffend die Auszahlung von Spareinlagen und Gehaltskontoguthaben bei Zwangsliquidation einer Bank weist in der Tat gewisse Lücken auf. Zwar sind praktisch alle Banken dieser freiwilligen Vereinbarung angeschlossen. Der von ihr gewährte Schutz geht einstweilen klar über das gesetzlich vorgesehene Konkursprivileg von 10 000 Franken auf Spareinlagen hinaus. Die Konvention 18 erlaubt die rasche Auszahlung von bis zu 30 000 Franken pro Gläubiger auf allen mit dem Ausdruck «Sparen» gekennzeichneten Guthaben sowie auf allen Konti, auf welche regelmässig Löhne, Renten und Pensionen überwiesen werden. Voraussetzung für die Auszahlung aus den von den übrigen Konventionsbanken einzuschliessenden Mitteln ist jedoch, dass über die betroffene Bank ein Konkurs- oder Nachlassverfahren eröffnet wurde. Bei einer durch die Eidgenössische Bankenkommission angeordneten Schalterschliessung oder Liquidation infolge des Bewilligungsentzugs sowie bei einer blossen Bankenstundung fin-

det die Konvention 18 keine Anwendung. Im Falle der Spar- und Leihkasse Thun hat diese Lücke zu bedauerlichen Härten für die Publikumsgläubiger und zu negativer Publizität im In- und Ausland geführt.

Die Beschränkung auf Spar- und Lohnkontoguthaben hat weiter zur Folge, dass insbesondere Kontokorrentguthaben von Gewerbetreibenden ungeschützt sind und damit deren Lohnzahlungen oder der Zahlungsverkehr an Lieferanten blockiert werden, was unerwünschte Kettenreaktionen in der betroffenen Wirtschaftsregion auslösen kann. Ein wesentlich weiter gehender Einlegerschutzfonds oder gar eine Einlegerschutzversicherung, welche wie zum Beispiel in den USA alle Einlagen bis zu 100 000 Dollar pro Gläubiger abdeckt, ist indessen ebenso problematisch. Der Zusammenbruch Tausender von amerikanischen Spar- und Leihkassen war nicht zuletzt eine Folge der durch die Versicherung begünstigten, riskanten Geschäftspolitik der Bankleitungen und der Sorglosigkeit der Anleger. Die Sanierung der maroden Banken und die Übernahme der Verpflichtungen der entleerten Versicherungskasse wird die amerikanischen Steuerzahler Hunderte von Milliarden Dollar kosten. Ein allzu grosszügiger Einlegerschutz führt letztlich zur Sozialisierung von Verlusten und unterhöhlt die Selbstverantwortung zum Nachteil vorsichtig geführter Bankeninstitute.

In der Europäischen Gemeinschaft ist eine Richtlinie für einen obligatorischen Einlegerschutz bei Kreditinstituten in Vorbereitung. Deren Inhalt ist wegen der grossen Unterschiede einzelner Mitgliederländer jedoch noch heftig umstritten. Nach ihrem Erlass wird diese Richtlinie unter dem EWR-Vertrag zum Acquis communautaire gehören; sie wäre also auch von der Schweiz ins nationale Recht umzusetzen. Angesichts des noch völlig offenen Inhalts wäre eine gesetzliche Vorlage in der Schweiz heute eindeutig verfrüht. Das Eidgenössische Finanzdepartement wird aber im Hinblick auf eine Verbesserung der Konvention 18 mit der Bankiervereinigung Gespräche aufnehmen.

M. Spielmann: Une question supplémentaire. Le problème est important. En effet, dans les différentes législations sur la retraite, la question du 3e pilier reste toujours posée et, parallèlement, le nombre de comptes salaires dans les banques tend à augmenter. Les personnes ayant cotisé au 3e pilier et détentrices d'un compte salaire ont donc des raisons de s'inquiéter quant à la couverture, compte tenu de la situation de certaines banques.

Je pose au Conseil fédéral la question suivante: suffit-il d'attendre l'adaptation de l'article 18 de la Convention des banques ou ne faut-il pas que le Conseil fédéral prenne des mesures plus énergiques – je pense au travail de la Commission des banques – à l'égard des quotas imposés pour les dettes hypothécaires, afin d'assainir la situation? Sinon, les problèmes risquent de s'aggraver; et ce, au détriment des plus faibles – on a parlé tout à l'heure de «socialisation» des pertes – car cela touche non seulement les recettes sur le revenu, mais aussi les comptes salaires et la retraite des gens au niveau du 3e pilier.

Je demande donc au Conseil fédéral s'il ne considère pas qu'il faut faire plus que d'attendre une amélioration de l'article 18 de la Convention des banques.

Bundesrat Stich: Die Frage ist: Was kann man rasch tun? Meines Erachtens könnte man allerhöchstens die Konvention 18 im Einvernehmen mit der Bankiervereinigung regeln, und ich glaube, das wäre an sich das, was im Moment am ehesten dienen würde, denn eine definitive Versicherung wird auf sehr grosse Widerstände stossen. Es ist richtig, was Sie gesagt haben: Die heute geltende Verordnung ist an sich nicht sehr befriedigend, auch von der Höhe her, vor allem aber, weil beispielsweise häufig zwei Ehepartner ein gemeinsames Konto und dann nur Anspruch auf einmal 30 000 Franken haben; das müsste auch geregelt werden. Vor allem geht es darum, dass diese Konvention auch dann greifen sollte, wenn, wie im Falle der Spar- und Leihkasse Thun, die Eidgenössische Bankenkommision die Schliessung verfügt hat, um noch grösseren Schaden abzuwenden.

Frage 59:

Scheidegger. Vertretung in Exportrisiko-Kommission Garantie contre les risques à l'exportation. Composition de la commission

Im vergangenen Jahr hat der Nationalrat mit grossem Mehr ein Postulat überwiesen, wonach die Kommission für die Exportrisikogarantie auf eine breitere politische Grundlage zu stellen ist und namentlich die privaten Entwicklungshilfswerke eine Vertretung stellen können. Der Bundesrat war bereit gewesen, das Postulat entgegenzunehmen. Ich frage den Bundesrat an, wie weit die Vorarbeiten in dieser Sache gediehen sind, ob der Bundesrat die Aenderungen im Sinne des Postulats vorzunehmen gedenkt und bis wann die Aenderungen in Kraft treten werden.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le postulat de la commission auquel M. Scheidegger fait allusion était rédigé ainsi: «Aux fins d'augmenter le caractère représentatif de la Commission de la GRE et de sauvegarder la prise en considération et le point de vue de la politique du développement, le Conseil fédéral est invité à élargir la Commission de la GRE et, à cette occasion, de tenir notamment compte des intérêts des travailleurs et de la politique de développement.»

En exécution de ce postulat qu'il a accepté, le Conseil fédéral a porté de six à huit le nombre des membres de la Commission de la GRE. Le Conseil fédéral procédera aux désignations complémentaires pour ces deux nouveaux postes de la commission, lorsque les propositions qu'il a sollicitées lui seront parvenues. Ce sera fait au début de l'an prochain et la Commission de la GRE restera paritaire.

Frage 60:

Schwab. Gemeinsame Behandlung 7. Landwirtschaftsbericht und Botschaft

7e Rapport sur l'agriculture et révision de la loi. Examen conjoint

Angesichts der vor dem Abschluss stehenden Gatt-Verhandlungen ist die Festlegung der künftigen schweizerischen Landwirtschaftspolitik dringend nötig. Die entsprechende Grundlage, der 7. Landwirtschaftsbericht des Bundesrates, ist Pressemeldungen zufolge bereits fertiggestellt. Die Botschaft zur Aenderung des Landwirtschaftsgesetzes (Art. 31a und 31b) wurde vom Bundesrat mehrmals – zuletzt auf Ende dieses Jahres – angekündigt, aber immer wieder hinausgeschoben. Gedenkt der Bundesrat, die inhaltlich zusammenhängenden Vorlagen – 7. Landwirtschaftsbericht und Botschaft zur Aenderung des LWG – dem Parlament so zu unterbreiten, dass sie im Erstrat gemeinsam bereits in der ausserordentlichen Session von Ende Januar 1992 behandelt werden können?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je réponds à M. Schwab que le Conseil fédéral soumettra le 7e Rapport sur l'agriculture au Parlement avec et en même temps que le message concernant la révision de la loi sur l'agriculture, en vue d'introduire ces fameuses bases légales pour l'attribution de nouveaux paiements directs, c'est-à-dire les articles 31a et 31b. Le calendrier que nous avons fixé et que j'avais communiqué à votre conseil prévoit que le gouvernement transmettra ces deux projets aux Chambres en janvier prochain. Ainsi pourront-ils être traités au cours de la session de printemps de l'année prochaine par le premier conseil, si le Parlement en décide ainsi, bien entendu. En tout cas, les textes seront prêts.

Question 61:

de Dardel. Bekämpfung der Inflation und Stabilisierung der Mietpreise

Lutte contre l'inflation et stabilisation des loyers

L'augmentation démesurée des loyers depuis deux ans constitue un facteur important de l'inflation, qui devrait dépasser plus 5 pour cent en 1991, selon la prévision faite en novembre 1991 par l'Office fédéral de la statistique.

Le Conseil fédéral estime-t-il qu'une lutte efficace contre l'inflation passe par une stabilisation du prix des loyers? Est-il prêt à prendre des mesures réglementaires urgentes? Par exemple, en réduisant à 20 pour cent la part de compensation du renchérissement qui peut être répercutée sur les loyers (actuellement

40 pour cent, selon l'article 16 de l'ordonnance sur le bail à loyer).

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le Code des obligations dit: «Les loyers sont abusifs lorsqu'ils permettent au bailleur d'obtenir un rendement excessif de la chose louée ou lorsqu'ils résultent d'un prix d'achat manifestement exagéré.» Ils ne sont, en revanche, pas abusifs notamment lorsqu'ils «ne compensent que le renchérissement pour le capital exposé aux risques». L'ordonnance que cite M. de Dardel fixe effectivement le maximum d'augmentation admissible à ce titre à 40 pour cent de la hausse de l'indice suisse des prix à la consommation. Cette règle vise à permettre aux bailleurs de protéger, contre le renchérissement, le capital qu'ils ont investi dans le logement.

Si, comme le suggère dans sa question M. de Dardel, on réduisait ce taux de 40 pour cent à 20 pour cent, on empêcherait certainement, dans les circonstances d'aujourd'hui, de rentabiliser convenablement le capital engagé. On investirait par conséquent encore moins qu'aujourd'hui dans la construction de logements, ce dont les locataires souffriraient en fin de compte. La lutte contre le renchérissement, à laquelle le Conseil fédéral et la Banque nationale s'emploient, ne peut pas être ponctuelle, elle doit être globale pour conduire au succès, et les propositions doivent porter sur d'autres éléments que ces éléments trop ponctuels, qui auraient pour effet d'être contre-productifs en ce sens qu'ils décourageraient encore davantage la volonté de construire des logements.

M. de Dardel: Je suis déçu de votre réponse, Monsieur le Conseiller fédéral. Actuellement, l'inflation, selon les derniers chiffres publiés, sera de 5,5 pour cent en 1991, c'est-à-dire un taux d'inflation extrêmement élevé, et chacun reconnaît que ce taux élevé est dû, en grande partie, aux loyers qui continuent d'augmenter de manière excessive, alors même que la hausse des intérêts hypothécaires s'est – en tout cas provisoirement – stabilisée. Il existe donc un réel problème avec la règle de l'indexation partielle, qui est une règle légale, que vous venez de rapporter, car les loyers subissent, en quelque sorte, une double indexation. Dans un premier temps, les loyers influent de manière excessive sur le coût de la vie et, ensuite, le coût de la vie influe sur les loyers; il se produit donc une espèce de double répercussion. Le Conseil fédéral ne pourrait-il pas envisager, dans l'ordonnance d'application, de faire en sorte qu'il y ait un indice particulier qui ne comprenne pas le prix des loyers?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La situation est en effet aujourd'hui celle du cercle vicieux. Alors qu'en situation de stabilité, les mesures dont je viens de parler ont joué un rôle protecteur utile, en situation de hausse, comme celle que nous connaissons actuellement, l'effet et l'accélération de l'effet qu'a signalés M. de Dardel sont parfaitement exacts. Cependant, c'est en s'en prenant à la racine du mal et non aux symptômes que nous pourrions enrayer cette mauvaise progression. Dans cet esprit, l'exigence de concilier le loyer fondé sur le marché avec la volonté de maîtriser la progression de l'inflation et de limiter la charge des locataires, en particulier pour les ménages financièrement faibles, doit passer par d'autres clés que celle de la réduction de cette proportion de 40 pour cent à 20 pour cent. C'est ce à quoi nous nous employons actuellement, et nous avons mis en place un groupe qui fera des propositions plus larges, Monsieur de Dardel, que cette seule proposition au Conseil fédéral. Nous espérons arriver à nos fins dans la première moitié de l'année prochaine.

Frage 62:

Gonseth. Freisetzungsversuche genmanipulierter Kartoffeln

Essais de culture en plein champ de pommes de terre transgéniques

Erste Ergebnisse des Freisetzungsversuches genmanipulierter Kartoffeln ergeben eine Reihe von unvorhergesehenen Resultaten und Unklarheiten (zum Beispiel Formänderung, Zwie-

wuchs der Knollen, Uebertragungsmöglichkeit des Virusgens durch Mikroorganismen im Boden).

Wann werden die Resultate dieses ersten Versuches endgültig ausgewertet sein, wann werden sie veröffentlicht, und welche unabhängige Instanz beurteilt die Ergebnisse und die resultierenden Gefahren, insbesondere die Frage, wie die Gefahr eines horizontalen Gentransfers ausgeschlossen wird? Ist der Bundesrat bereit, gemäss Artikel 10 Absatz 4 des USG, weitere Freisetzungsversuche zu sistieren, bis obige Fragen vollständig geklärt sind?

Frage 63:

Bäumlin. Freisetzung genmanipulierter Kartoffeln in Changins 1992

Culture en plein champ à Changins de pommes de terre transgéniques

Auf welcher Rechtsgrundlage will der Bundesrat allenfalls einen weiteren Freisetzungsversuch mit genmanipulierten Kartoffeln bewilligen? Sollte er einen solchen nicht vielmehr verbieten, weil genmanipulierte Pflanzen wegen ihrer Virenresistenz nicht freigesetzt werden dürfen, da dabei neuartige, gefährlicher Viren entstehen können (zum Beispiel durch Transkapsidierung, phänotypische Mischung und Vermischung der Genome), die im Freien weder kontrolliert noch zurückgeholt werden können?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je rappelle tout d'abord au conseil ce que nous avons déclaré à plusieurs reprises l'an dernier, à savoir que les essais conduits à Changins ne correspondent pas à une sorte de dada ou de volonté théorique de nos chercheurs. Ils ne sont pas le fait de professeurs Nimbus en passe d'améliorer la science pour améliorer la science. Ils visent en réalité à accroître la résistance des pommes de terre, en l'occurrence, à certains parasites, par conséquent à permettre une production de ces tubercules qui soit plus riche et capable de couvrir un certain nombre de besoins, notamment dans le tiers monde. Ils visent de surcroît à pouvoir planter et cultiver ces pommes de terre par des moyens ne recourant pas nécessairement aux agents chimiques. Il y a donc une volonté hautement écologique dans les recherches effectuées à Changins sur les pommes de terre transgéniques.

Il est cependant clair que ces essais doivent être conduits, compte tenu de la fragilité dans ce domaine, avec des précautions scientifiques fondamentales, et qu'ils doivent être suivis pas à pas par des organes de contrôle à même de s'exprimer tout à la fois dans les domaines scientifiques et éthiques de l'opération.

Une évaluation sérieuse requiert que les essais conduits cette année puissent être répétés l'année prochaine, aux mêmes conditions et dans le même cadre. En outre, la base sur laquelle ces essais seront reconduits ne sera pas achevée d'ici au printemps prochain. Par conséquent, il faudra respecter les conditions définies très rigoureusement pour les essais de 1991.

Je souligne, Mesdames, que le cadre nécessairement restreint de ma réponse à votre question commune mériterait beaucoup de développements. Je mets les spécialistes de l'Office fédéral de l'agriculture de mon département à la disposition de Mmes Bäumlin et Gonseth pour leur donner toutes les informations supplémentaires sur la nature de ces essais et sur les conditions dans lesquelles ils sont conduits. Vous pourrez ainsi être renseignées sur les détails de cette opération et, je l'espère, recevoir toutes les assurances quant à la manière dont elle est poursuivie.

Frau Gonseth: Sie haben meine wichtigste Frage nicht beantwortet: Wie können Sie ausschliessen, dass durch diese Experimente der horizontale Gentransfer verhindert wird? In der Tat warnen immer mehr Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler davor, dass durch diese Experimente neue Viren entstehen, die unter Umständen sehr gefährlich sind. Meines Wissens ist diese Risikoforschung beim jetzt abgelaufenen Experiment nicht einmal gemacht worden. Man muss also sagen, dass ein Experiment gemacht wird, das sehr gefährlich ist, und nicht einmal Risikoforschung betrieben wird.

Meine Zusatzfrage, die ich dazu noch stellen möchte: Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass für solche Experimente einmal die Umkehr der Beweislast gefordert werden müsste, dass also diese Forscherinnen und Forscher uns beweisen müssten, dass solch gefährliche neue Viren nicht entstehen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La fin ne justifie pas les moyens, certes, et je ne prétends pas, parce que le but des recherches transgéniques conduites à Changins est réellement d'aboutir à des sortes de pommes de terre exemptes de parasites, que cela justifie tous les parcours de recherche ou n'importe quoi d'autre. Certainement pas. Je vous accorde que ces recherches comportent un risque dont, de l'avis de tous les scientifiques consultés, de celui du KOBAGO, de celui de la commission totalement indépendante de l'administration, la «quotité» est supportable. Compte tenu de l'intérêt engagé dans cette opération, ce risque très minime peut être maîtrisé de manière quasi totale et, partant, pris en compte.

Ce que je peux vous affirmer dans ma laïcité de bétien intégral, c'est que votre qualité de médecin vous permettra sans doute d'apprécier d'une manière plus détaillée et plus scientifique mon affirmation. C'est la raison pour laquelle je ne saurais trop vous recommander d'accepter mon offre d'entendre les spécialistes sur l'avis desquels le Conseil fédéral s'est fondé pour entreprendre ces essais qui, d'ailleurs, ne sont nullement uniques au monde. En effet, dans d'autres pays, des essais beaucoup plus développés et comportant davantage de risques sont conduits sur des végétaux. La consultation de spécialistes pourra donc peut-être vous apporter des lumières que le pauvre laïque et politique que je suis est incapable de faire.

J'ai la conviction de ne pas prendre de responsabilité démesurée lorsque nous donnons le feu vert à la poursuite de ces essais jusques et y compris l'année prochaine. A l'issue de la période de deux ans, nous en tirerons les conclusions très clairement et très scientifiquement.

Frau Bäumlin: Ihre Antwort an meine Kollegin bringt mich dazu, noch einmal nachzufragen, warum unsere Fragen eigentlich in Ihrem Department beantwortet werden. Ich möchte sie nochmals genauer formulieren: Mit welchem volkswirtschaftlichen Gewinn wollen Sie das Eingehen eines so unheimlichen Risikos wie die Freisetzung neuer viröser Krankheiten in der Pflanzenwelt rechtfertigen? Dazu möchte ich Ihnen einen Tip geben: In der Mitte des letzten Jahrhunderts hat eine Kartoffelseuche die ganze Volkswirtschaft durcheinandergebracht und viele Leute bis nach Amerika vertrieben, damit sie überhaupt überleben konnten. Wenn Sie sagen, dass Sie gewiss sind, dass bei diesen Versuchen in Changins quantitativ nicht viel passieren werde, möchte ich Sie bitten, dieses Ereignis vom letzten Jahrhundert als Volkswirtschaftsdirektor im Hinterkopf zu behalten, um bei der Risikoabwägung sehr vorsichtig zu sein.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Pour répondre à Mme Bäumlin, je dirai que le Département fédéral de l'économie publique est en charge de ce dossier pour la simple et bonne raison que ce sont ses services, ses responsables et ses chercheurs à Changins qui ont la responsabilité de conduire ces essais et que, dès lors, nous devons en assumer la responsabilité au plus haut niveau, c'est-à-dire au niveau du gouvernement. Mais, ne vous trompez pas à cela, Madame Bäumlin, il est évident que ce n'est pas une activité isolée que le département considérerait pour elle-même dans son petit jardin secret. Il est clair que ces recherches sont le fait, ont été décidées et seront contrôlées par le Conseil fédéral tout entier. Les autres départements directement intéressés à cette démarche – je songe tout particulièrement au Département fédéral de l'intérieur et à l'Office fédéral de la santé publique – sont impliqués dans l'exercice. Donc, Madame Bäumlin, il faudra faire une distinction entre une responsabilité collectivement prise et l'exécution de la tâche et de cette responsabilité. Du reste, je remarque que le service de coordination des procédures d'autorisations pour l'application d'organismes généti-

quement modifiés – le fameux KOBAGO précisément – ainsi que la Commission interdisciplinaire suisse pour la sécurité biologique dans la recherche et ses applications techniques (CSSB) ne sont nullement des organismes de mon département. Ce sont des organismes beaucoup plus généraux qui, au-delà des chercheurs et des scientifiques purs, regroupent les intérêts majeurs engagés dans l'opération, aux premiers rangs desquels figure la santé publique. Par conséquent, le Département fédéral de l'économie publique ne fait nullement cavalier seul; il n'en fait pas qu'à sa tête, il est responsable devant d'autres organismes qui le dépassent à la fois en responsabilité et en caution scientifique.

Frage 64:

Wanner. Gatt-Verhandlungen. Referendum Négociations du GATT. Référendum

Stimmt es, dass beabsichtigt ist, jenen Teil der Gatt-Verhandlungen, welcher die Patentierung betrifft, nicht dem Referendum zu unterstellen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je peux répondre à M. Wanner que les résultats du cycle de l'Uruguay devraient constituer en principe un seul paquet auquel chacun des pays membres du GATT sera appelé à souscrire selon les procédures nationales qui doivent être engagées à cet effet. Par le passé, depuis que nous sommes du GATT et depuis que le GATT fait des pourparlers, Monsieur Wanner, on a obtenu des résultats qui ont fait l'objet de messages adressés aux Chambres fédérales. Il se trouve que ceux-ci n'ont pas demandé la modification de lois fédérales ou d'arrêtés fédéraux soumis à référendum. Voilà pourquoi il n'y a pas eu de référendum dans les temps passés, en ce qui concerne les transformations du GATT.

Est-ce que cette fois, dans ce cycle de négociations, on débouchera sur des résultats impliquant des modifications de la législation suisse? C'est le point d'interrogation. En tout cas, je peux vous le dire en toute clarté, si la réponse est affirmative, si le résultat de l'Uruguay Round conduit le Conseil fédéral à vous présenter un message dans lequel il vous propose des modifications de lois, il est bien clair que les procédures habituelles se déclencheront et qu'au message unique ainsi qu'aux messages spécifiques rendus nécessaires par la modification de lois fédérales correspondra le droit interne, par conséquent le déclenchement ou non du référendum facultatif – probablement pas du référendum obligatoire mais en tout cas du référendum facultatif. Si, par exemple, les résultats en matière de propriété intellectuelle commandaient un changement de la loi suisse sur les brevets, il en irait ainsi. Mais, pour le moment, c'est encore de la musique d'avenir puisque, encore une fois, l'Uruguay Round n'est pas terminé. Sachez en tout cas qu'il n'y aura dans la traduction suisse des résultats de l'Uruguay Round aucune volonté d'échapper à la règle intérieure et, en particulier, à celle du référendum facultatif s'il se présente.

Frage 65:

Danuser. Frauenvertretung in den leitenden Organen der SRG Représentation féminine au sein des organes directeurs de la SSR

In nächster Zeit wird der Bundesrat über die Strukturreform der SRG entscheiden sowie die ihm zugewiesenen Wahlen in den Zentralrat der SRG und den Ausschuss des Zentralrates vornehmen.

Welche Vorkehrungen haben der Bundesrat und die SRG getroffen, um eine angemessene Frauenvertretung (rund 50 Prozent) in diesen Gremien zu sichern?

Bundesrat Ogi: Die neuen Statuten der SRG, die von der Delegiertenversammlung der SRG am 22. November 1991 verabschiedet wurden und welche vom Bundesrat noch zu genehmigen sind, sehen für die personelle Zusammensetzung des Zentralrates und des Ausschusses des Zentralrates keine eigentliche Frauenquote vor. Das Anliegen, auch in den künftigen Leitungsgremien der SRG die Gleichstellung von Frau

und Mann zu verwirklichen, ist indessen unbestritten und auch berechtigt. Der Bundesrat wird sich bemühen, die Frauen im Rahmen der ihm zustehenden Erneuerungsquote angemessen zu berücksichtigen.

Frau Danuser: Ich danke für Ihre Antwort, aber sie ist mir nicht ausführlich genug. Die Besetzung der Organe von Radio und Fernsehen in der Schweiz ist nicht nur für die Betroffenen, sondern über sie hinaus für die Allgemeinheit von grosser Bedeutung. Nun weiss man von zumindest drei Männern, die gezielt für eine leitende Position angegangen worden sind. Gibt es auch Frauen, die gezielt für eine leitende Position angesprochen worden sind, und wenn ja, wie viele?

Bundesrat Ogi: Ich weiss nicht, von welchen drei Männern Sie sprechen, die gezielt angegangen worden seien. Ich habe aber zur Kenntnis genommen, dass die Antwort nicht ausführlich genug ist. Ich kann Sie aber beruhigen und Ihnen sagen, dass ich mich am 7. November 1991 bereits in einem Gespräch mit Frau Eva Maria Zbinden, der Beauftragten für Frauenfragen der SRG, in dieser Angelegenheit unterhalten habe. Aber Sie müssen zur Kenntnis nehmen: Der Bundesrat weiss noch nicht, wie viele Leute er bestimmen kann. Das wird sich zu einem späteren Zeitpunkt entscheiden. Der Bundesrat hat auch zu den Statuten, die ihm unterbreitet wurden, noch nicht Stellung genommen. Aber wir haben die nötige Sensibilität, um Ihrer Frage die nötige Beachtung zu schenken.

Frage 66:

Steinemann. Benutzerbewilligung für den Flugplatz Altenrhein

Aérodrome d'Altenrhein. Permis d'utilisation

Auf dem Flugplatz Altenrhein ist ein Instrumentenanflugsystem (ILS) installiert und für den Linienflugbetrieb zugelassen.

Wieso kann das Bundesamt für Zivilluftfahrt (BAZL) die Benutzerbewilligung nicht auch auf die übrigen, mit den nötigen Instrumenten ausgerüsteten privaten und gewerbsmässig verkehrenden Flugzeuge ausdehnen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Tatsächlich hat das BAZL am 31. März 1991 der Airport Altenrhein AG nur eine begrenzte Inbetriebnahme des Instrumentenlandesystems (ILS) auf dem Flugplatz Altenrhein bewilligt. Das ILS darf nur im Rahmen der Bedürfnisse der Linienverbindung zwischen Wien und Altenrhein benützt werden. Aus flugsicherungstechnischen Gründen sind zudem höchstens sechs Instrumentenflugbewegungen pro Tag zulässig. Trotz des sehr limitierten Umfangs sind gegen diese Bewilligung zahlreiche Beschwerden eingereicht worden.

Eine über die Bewilligung hinausgehende Freigabe des ILS kann erst in Betracht gezogen werden, wenn die flugsicherungstechnischen Voraussetzungen erfüllt sind und zusätzliche Angaben über die Auswirkungen auf die Umwelt vorliegen. Entsprechende Abklärungen sind im Gang.

Frage 67:

Steinemann. Schottertransporte im Grenzverkehr Vorarlberg–St. Gallen

Transports de cailloutis dans le trafic frontalier Vorarlberg–Saint-Gall

Seit der Einführung der Schwerverkehrsabgabe in der Schweiz leiden die sanktgallischen Transportunternehmen im Grenzverkehr mit Oesterreich unter Retorsionsmassnahmen. Drei-Achsen-Kipper, in der Schweiz für 25 Tonnen zugelassen, dürfen in Vorarlberg mit nur 22 Tonnen verkehren, Vier-Achsen-Kipper, bei uns für 28 Tonnen zugelassen, nur mit 25 Tonnen.

Auch für die reduzierten Gewichtszulassungen muss, als weitere Schikane, mehrmals jährlich für jedes Fahrzeug eine separate, gebührenpflichtige Bewilligung von der Vorarlberger Landesregierung eingeholt werden.

Die LKW dürfen bei der Einfahrt nach Oesterreich maximal 200 Liter Treibstoff mitführen, was meistens auch kontrolliert, und bei Verstoß mit 150 Franken gebüsst wird. Diese Vorschrift bedingt wiederum eine mehrmalige Betankung pro Tag.

Sieht der Bundesrat Möglichkeiten, für die Interessen dieser Schweizer Gewerbetreibenden auf die österreichische Regierung einzuwirken?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Am 30. Januar 1991 hat die Vorarlberger Landesregierung eine Verordnung zur Beschränkung der Kiestransporte in der Rheintaler Grenzregion erlassen.

Gemäss den Bestimmungen des schweizerisch-österreichischen Abkommens vom 22. Oktober 1958 über den grenzüberschreitenden Verkehr mit Motorfahrzeugen auf öffentlichen Strassen können Fahrten zur Güterbeförderung zwischen beiden Ländern genehmigungsfrei durchgeführt werden. Die Fahrzeuge müssen in der Schweiz oder in Oesterreich immatrikuliert sein. Polizeiliche Beschränkungen werden aber ausdrücklich vorbehalten. Die Massnahmen der Vorarlberger Landesregierung sollen «zur Fernhaltung von Gefahren und Belästigungen, insbesondere durch Lärm, Geruch und Schadstoffe» dienen. Unser Bundesgesetz über den Strassenverkehr anerkennt solche Gründe selber als polizeiliche Gründe (Schutz der Bewohner oder gleichermassen Betroffener vor Lärm und Luftverschmutzung).

Die Schweizer Behörden sind sich der Angelegenheit der Kiestransporte bewusst. Obwohl die österreichische Regelung rechtlich abgesichert ist, weist die Schweizer Behörde im Kontakt mit Oesterreich regelmässig auf diese Behinderungen der Schweizer Gewerbetreibenden hin. Die Schweiz ist bereit, diese Frage mit den zuständigen österreichischen Behörden erneut zu erörtern.

Frage 68:

Steiger. Realisierung einer echten Nationalstrassen-Umfahrung von Zürich

Route nationale contournant Zurich

Dieser Tage wurde die Planaufgabe zur N 20 und N 4 im Raume Zürich abgeschlossen. In der öffentlichen Diskussion steht erneut ein gestreckter Uetlibergtunnel als echte Umfahrung der Stadt Zürich. Neu vorgelegte Zahlen zur Verkehrsentwicklung zeigen, dass die Luftreinhalteverordnung in diesem Belastungsgebiet über die Jahrtausendwende hinaus illusorisch bleibt, wenn der Zustrom auf der Strasse nicht eingedämmt, sondern noch verstärkt wird.

Ist der Bundesrat bereit, im Zuge des Einspracheverfahrens auch eine Variante mit klarer Umfahrungsfunktion – also ohne Attraktivitätssteigerung für Pendlerinnen und Pendler – in Erwägung zu ziehen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Das jetzt aufgelegte Projekt ist ein Ausführungsprojekt des vom Bundesrat beschlossenen generellen Projektes. Das Ausführungsprojekt kann rechtlich angefochten werden, gerade auch in bezug auf die Umweltrelevanz. Das bereinigte Projekt muss vor dem Baubeginn vom EVED genehmigt werden. Nach dem im Nationalstrassengesetz vorgegebenen Verfahren ist keine erneute Behandlung des Projekts durch den Bundesrat mehr vorgesehen.

Bei der Verabschiedung des generellen Projekts hat sich der Bundesrat sehr eingehend auch mit den vom Fragesteller aufgeworfenen Fragen befasst, ist aber der Auffassung, das beschlossene generelle Projekt sei insgesamt eine optimale Lösung. Der Bundesrat hat deshalb keine Veranlassung, im Sinne des Fragestellers auf das Projekt zurückzukommen. Dies um so mehr, als die Erfahrung der letzten Zeit gezeigt hat, dass es den Kantonen regelmässig gelingt, durch sorgfältige Erarbeitung der Ausführungsprojekte schonende, gute Projekte zu realisieren.

Frage 69:

**Giezendanner. Ausbau des Baregg隧nels
Aménagement du tunnel de Baregg**

Die Nationalstrasse N 3 (Basel–Zürich) ist im Bau. Sie wird im Raume Baden in die N 2 einmünden. Kurz nach der Einmündung in die N 2 steht aber der inzwischen von Staumeldungen bekannte Bareggtunnel. Es ist bekannt, dass im Grossen Rat des Kantons Aargau schon oft über das Problem gesprochen

wurde. Zurzeit werden Studien gemacht, wie das Problem zu lösen ist.

Eine detaillierte Studie, bzw. Planung liegt nun vor. Die dritte Röhre könnte sofort gebaut werden. Eine Bauunternehmung bzw. eine renommierte Ingenieurfirma könnten den Tunnel bis zum Zeitpunkt der Eröffnung der N 3 bauen. Damit könnte der Verkehrskollaps ausgeschlossen werden.

Ist der Bundesrat bereit, dem Kanton Aargau zweckgebundene finanzielle Mittel (Treibstoffzollzuschlag) für die Realisierung zur Verfügung zu stellen und damit das Projekt zu fördern?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat hat sich bereit erklärt, das Postulat Humbel vom 23. Juni 1989 betreffend Bau einer dritten Röhre beim Bareggunnel entgegenzunehmen. Die seitherigen Abklärungen haben ergeben, dass aufgrund der komplexen Gesamtsituation nicht nur diese eine Variante in Betracht gezogen werden darf. Der Bundesrat hat deshalb seine Zustimmung zu einer umfassenden Zweckmässigkeitsprüfung langfristiger baulicher Massnahmen gegeben. Diese Zweckmässigkeitsprüfung ist angelaufen. Vor dem Vorliegen der Ergebnisse erachtet es der Bundesrat aber als verfrüht, konkrete Schritte, wie sie der Fragesteller vorschlägt, einzuleiten.

Bereits seit einiger Zeit befinden sich aber Vorschläge einer Arbeitsgruppe in Umsetzung, welche auf der Basis von Verkehrsleitsystemen eine bessere Ausnützung des bestehenden Bareggunnels erreichen will. Diese Massnahmen sind so terminiert, dass sie im Zeitpunkt der Eröffnung der Bözbergautobahn zur Verfügung stehen und damit wenigstens eine gewisse Entlastung des Bareggs bewirken können.

Frage 70:

Reimann Maximilian. UKW-Frequenzpläne der Schweiz Plans de fréquences OUC

Trifft es zu, dass die PTT um die UKW-Frequenzpläne der Schweiz eine Art von «Staatsgeheimnis» machen? Falls nein, ist der Bundesrat um Auskunft gebeten, wo interessierte Kreise in diese Pläne Einsicht nehmen und sie überprüfen können.

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Es trifft keinesfalls zu, dass Frequenzpläne von den PTT-Betrieben als geheim behandelt oder Auskünfte verweigert würden. Im Gegenteil: Das zuständige Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement hat die betroffenen und interessierten Kreise vielmehr eingeladen, zur künftigen Nutzung der nur beschränkt verfügbaren UKW-Frequenzen Stellung zu nehmen. Zu diesem Zweck wurde eine umfangreiche Studie erarbeitet. Weder das Departement noch die PTT-Betriebe haben etwas zu verstecken.

Die der erwähnten Studie zugrunde liegenden Planungsgrundlagen, insbesondere die Frequenzrohdaten, sind jedoch derart umfangreich und komplex, dass eine Analyse nur von Frequenzspezialisten mit Hilfe spezieller Computerprogramme vorgenommen werden kann. Der Fachdienst des Departementes und die Spezialisten der PTT-Betriebe waren und sind jedoch selbstverständlich bereit, Interessenten ergänzende Auskünfte zu den Planungsgrundlagen zu erteilen und auf Fragen einzutreten.

Frage 71:

Danuser. Frauenvertretung in den ausserparlamentarischen Kommissionen Représentation féminine au sein des commissions extra-parlementaires

Im kommenden Jahr werden wie alle vier Jahre die ausserparlamentarischen Kommissionen gesamthaft erneuert.

Welche Vorkehren haben der Bundesrat und die Departemente getroffen, um eine angemessene Frauenvertretung (rund 50 Prozent) in den einzelnen Kommissionen zu sichern?

Réponse écrite de la Chancellerie fédérale

Dans sa réponse du 11 juin 1990 au rapport des commissions de gestion des conseils sur les réélections au sein des commissions extra-parlementaires pour la législature 1989-1992 (FF 1990 III 320), le Conseil fédéral a traité en détail le pro-

blème de la sous-représentation des femmes dans les commissions. Il a notamment précisé que les contrôles seraient renforcés lors du renouvellement des commissions extra-parlementaires et que des explications seraient exigées chaque fois que les femmes sont manifestement sous-représentées au sein des commissions. En outre, les associations et organisations représentées au sein des commissions extra-parlementaires de la Confédération ont été invitées à proposer prioritairement des femmes en cas de réélections ou de mise au concours d'un siège vacant, jusqu'à ce que le pourcentage de femmes se soit considérablement accru. Le Conseil fédéral prévoit d'envoyer sous peu une nouvelle lettre portant sur la pratique plus rigoureuse qu'il entend appliquer en matière de représentation féminine en prévision des élections générales de fin 1992. Enfin, le Conseil fédéral reverra début 1992 les directives du 3 juillet 1974 touchant les commissions et les modifiera, le cas échéant, de manière que les femmes puissent être mieux représentées dans les commissions extra-parlementaires.

Frage 72:

Gross Andreas. Erhöhung der Unterschriftenzahl für Referenden Référéndums facultatifs. Relèvement du nombre des signatures requises

Verschiedenen Bundesräten scheinen die zahlreichen Referenden dieses Herbstes sauer aufgestossen zu sein. In verschiedenen Zeitungsinterviews befürworteten sie deshalb die Erhöhung der Unterschriftenzahlen für fakultative Referenden.

1. Welches Problem würde der Bundesrat damit lösen wollen?
2. Würden mit einer Erhöhung der Unterschriftenzahl nicht eben wiederum jene grossen Verbände und Organisationen privilegiert, die heute in der vorparlamentarischen Entscheidungsphase ohnehin gut vertreten sind und eine höhere Referendumshürde ebenso einfach nehmen könnten wie heute?

Réponse écrite de la Chancellerie fédérale

La baisse de la participation des citoyens, lors des élections et des votations, est manifestement liée à l'augmentation du nombre des objets soumis à la sanction populaire. Le Conseil fédéral doit donc chercher le remède à cette situation qui finira par mettre le système de la démocratie semi-directe en danger.

L'augmentation des quorums pour le dépôt d'initiatives ou de référendums pourrait être envisagée. Cette solution ne semble cependant pas être, à elle seule, un remède efficace. Il faudrait, en outre, que par un engagement vigoureux des forces politiques responsables de la marche du pays quelques référendums ne trouvent pas d'appui populaire suffisant, par exemple.

Diverses solutions peuvent être envisagées: il s'agit tout à la fois de prendre des mesures propres à lutter contre l'abus du référendum voire de l'initiative et de maintenir un exercice aisé des droits démocratiques des citoyens.

Le Conseil fédéral va reprendre la révision de la loi sur les droits populaires, mise en suspens, il y a deux ans. Il en profitera pour charger le groupe de travail, mis en oeuvre à cette fin, d'examiner si de telles solutions respectueuses des droits des citoyens pourraient être trouvées.

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	09.12.1991 - 14:30
Date	
Data	
Seite	2279-2290
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 681

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.